



HAL
open science

L'Argentine de Perón, pièce maîtresse de l'accueil des anciens nazis en Amérique latine

Renée Fregosi

► **To cite this version:**

Renée Fregosi. L'Argentine de Perón, pièce maîtresse de l'accueil des anciens nazis en Amérique latine. 2018. hal-01967010

HAL Id: hal-01967010

<https://hal.science/hal-01967010>

Submitted on 30 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Argentine de Perón, pièce maîtresse de l'accueil des anciens nazis en Amérique latine

Renée Fregosi, philosophe et politologue. Directrice de recherche en Science politique à l'Université Paris-Sorbonne-Nouvelle, dernier ouvrage : *Les nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates* (éd. du Moment 2016)

Résumé : Entre 1946 et 1952, sous les deux présidences Perón, plusieurs milliers d'anciens nazis dont de nombreux criminels de guerre notoires, sont arrivés en Argentine. C'est tout un faisceau de causes qui a fait de l'Argentine la pièce maîtresse de l'accueil des anciens nazis en Amérique latine : une admiration pour l'expertise allemande dans l'art militaire comme dans les technologies industrielles, relevant d'une longue tradition ; une volonté développementaliste ; un appât du gain ; des relations personnelles privilégiées de longue date entre Perón et les nazis ; des affinités idéologiques et un antisémitisme marqué. Ce dossier met en lumière la complexité des liens entre l'Amérique latine et l'Europe, d'hier à aujourd'hui.

Mots clés : Argentine, péronisme, nazis, antisémitisme

Abstract : Between 1946 and 1952, under the two Perón presidencies, several thousands of former Nazis, including many notorious war criminals, arrived in Argentina. It is a whole bundle of causes that has made Argentina the centerpiece of the reception of former Nazis in Latin America. A traditional admiration for German expertise in military art as well as in industrial technologies. A developmental will. A lure of gain. Long-standing privileged personal relations between Perón and the Nazis. Ideological affinities and marked anti-Semitism. This dossier highlights the complexity of the links between Latin America and Europe from yesterday to today.

Keywords: Argentina, Peronism, Nazis, anti-Semitism

Resumen: Entre 1946 y 1952, bajo las dos presidencias de Perón, miles de ex nazis incluyendo muchos notorios criminales de guerra, llegaron a la Argentina. Se trata de un conjunto de causas que hicieron que Argentina se convirtió en pieza central de la recepción de antiguos nazis en América Latina: una admiración por la experiencia alemana en asuntos militares y en la tecnología industrial, arraigada en una larga tradición; una voluntad desarrollista; una avidez; relaciones personales privilegiados de largo plazo entre Perón y los nazis; afinidades ideológicas y un antisemitismo marcado. Este caso pone de relieve la complejidad de las relaciones entre América Latina y Europa, de ayer hasta hoy.

Palabras clave: Argentina, peronismo, nazis, antisemitismo

Introduction

Entre 1946 et 1952, sous les deux présidences Perón, plusieurs milliers d'anciens nazis dont de nombreux criminels de guerre notoires, sont arrivés en Argentine grâce à différentes filières dont la plus célèbre est celle de l'ODESSA, organisation des anciens membres de la SS (*Organisation Der Entlassene SS Angehörige*). Le trajet le plus sûr utilisait les réseaux du Vatican et de la Croix Rouge, à travers la Suisse et le port de Gênes, les fugitifs embarquant sur des paquebots de passagers ordinaires. Comme l'a étudié avec précision Edith Blaschitz pour les nazis autrichiens, l'Italie était en effet la voie la plus sûre de sortie de l'Europe désormais sous le contrôle des Alliés (Blaschitz 2002)

Quelques uns d'entre eux comme Klaus Barbie ne firent que transiter brièvement en Argentine. Mais la plupart y demeurèrent du moins jusqu'au déclin ou à la chute du régime de Perón. Dès le début des années 50 en effet, plusieurs d'entre eux, parmi les plus « célèbres » pour leurs crimes terribles, préféreront le Paraguay et/ou le Brésil notamment, pour des raisons de sécurité, mieux assurée par des dictatures, voire le Chili, la Bolivie ou l'Equateur qui bien que connaissant des régimes démocratiques, étaient appréciés sans doute pour leur isolement géographique et/ou diplomatique vis-à-vis des Etats-Unis à cette époque. Quoi qu'il en soit, l'Argentine occupe une place centrale dans le dispositif d'accueil des nazis dans la région.

Les affinités idéologiques entre les dictatures latino-américaines de la seconde moitié du 20^{ème} siècle et le nazisme sont généralement invoquées pour expliquer la complicité de ces régimes avec les anciens nazis fuyant l'Europe de l'après guerre et le refuge qu'ils ont offert à ces criminels. Certes, l'autoritarisme et l'anticommunisme, voir l'antisémitisme, étaient partagés par tous ces acteurs. Toutefois d'autres régions du monde auraient pu à cet égard tout aussi bien les recevoir. Ainsi, certains criminels nazis comme Aloïs Brunner qui s'est enfui en Égypte en 1953, avant de gagner la Syrie en 1954, ont trouvé refuge au Moyen Orient. Notre hypothèse pour expliquer l'ampleur du phénomène dans le Cône sud se concentre alors sur le rôle particulier joué par l'Argentine de Perón. Le grand nombre des nazis accueillis en Argentine à partir de 1946 n'a rien en effet de comparable avec celui de ces fugitifs ailleurs dans le monde, mais pas davantage dans les pays latino-américains voisins qui ont reçu un nombre moins important de fugitifs nazis, et encore ceux-ci pour la plupart avaient-ils transité par l'Argentine.

L'Argentine présente en effet à la fin de la seconde guerre mondiale, une situation singulière par rapport à ses voisins, constituant un faisceau de causes convergentes particulièrement favorables à l'accueil de cette immigration nazie de grande ampleur. S'il existe une certaine communauté de pensée d'une part entre tous les pays de la région et d'autre part entre le régime de Perón et les dictatures qui se mettront en place à partir des années 50, d'autres motifs spécifiquement argentins, ont permis la diffusion sur tout le sous-continent de cette immigration particulière à partir de la porte d'entrée argentine. C'est donc la constitution de l'Argentine comme acteur pivot de la fuite des nazis que nous étudierons ici, en articulant les différentes causes de ce phénomène.

Tout d'abord, on rappellera une tradition commune à plusieurs pays latino-américains, de relation privilégiée avec l'Allemagne depuis le 19^{ème} siècle notamment dans le domaine de la formation militaire. Lié à ce premier élément, on reviendra ensuite sur

l'argument du transfert de compétences dans l'intérêt national industriel, présenté d'ailleurs souvent par Perón comme le motif de « l'accueil » des Allemands nazis.

À ces deux éléments, il faut cependant ajouter tout d'abord un intérêt financier pour le couple Perón, corroboré par différentes sources aussi bien nord-américaines officielles que journalistiques. Ces bénéfiques financiers retirés de l'accueil des nazis ont été rendus possible par ce qui constitue une condition fondamentale du phénomène, à savoir les liens personnels qu'entretenait le couple Perón avec des personnages clés du nazisme dès avant même la fin de la guerre. Il faut souligner en effet une certaine continuité entre la dictature d'avant guerre à laquelle Perón participera entre 1943 et 1945, et le régime péroniste qui s'instaure par des élections libres en février 1946. Cela constitue indéniablement l'une des spécificités du cas argentin, tandis que les autres régimes politiques de la région après 1945 marqueront le plus souvent une rupture avec le passé, même au Brésil où Getulio Vargas sera chassé par un coup d'Etat en 1945 bien qu'il ait décidé l'entrée en guerre du pays contre l'Allemagne dès 1942.

Enfin, un contexte idéologique particulièrement favorable au nazisme s'était installé en Argentine dès les années 20-30 : outre les affinités idéologiques que l'on retrouve entre les dictatures latino-américaines du 20^{ème} siècle et l'extrême-droite européenne avant et après 1945, l'antisémitisme partagé par les nazis et une partie importante des élites argentines et du « peuple péroniste » est un élément essentiel trop souvent négligé dans l'analyse. C'est donc l'imbrication de plusieurs causes de nature diverses qui a fait de l'Argentine le lieu propice à l'entrée des anciens nazis qui se répandront ensuite pour certains dans les pays à l'entour. Au de-là du « mythe » (Steinacher 2011), comme le dit Gerald Steinacher, c'est ce faisceau d'éléments qu'il convient ici de dégager.

L'ampleur de l'immigration nazie

« Dès le mois d'août 1944, les services secrets nord-américains savaient que le consulat d'Argentine à Lisbonne délivrait des passeports « argentins » avec leurs vrais noms, à des fugitifs nazis ; les lieux de naissance, généralement situés à Buenos-Aires, étaient quant à eux falsifiés. (...) Le gouvernement de Franco offrit lui aussi « les plus grandes facilités » à cette entreprise, d'après la confirmation d'un attaché naval des Etats-Unis en Espagne » (Goñi 1998, p.259). Quelques uns d'entre eux comme Klaus Barbie ne firent que transiter brièvement en Argentine. Mais la plupart y demeurèrent, et cela dans quatre zones essentiellement où se formèrent des « colonies » allemandes, c'est-à-dire des hameaux villageois et des groupes concentrés dans certains quartiers des villes. Au nord de la ville de Buenos Aires intra muros, dans le quartier de Florida notamment, ainsi que dans la région de la triple frontière avec le Paraguay et le Brésil, aux alentours des anciennes Missions jésuites, dans le centre du pays dans la vallée de Calamuchita et les montagnes de Cordoba aux paysages alpestres, dans la région australe de Bariloche enfin. Le but de ces regroupements est double : la sécurisation du séjours et l'immersion dans un milieu étranger.

A partir de 1947, cette émigration très particulière s'intensifia et elle fut systématiquement encadrée par le gouvernement Perón grâce à la dite « Commission Peralta », un groupe occulte créé cette année-là autour de Santiago Peralta, sous la direction successive des deux directeurs du service argentin des Migrations (Santiago Peralta puis Pablo Diana) et du colonel Enrique González, vieil ami de Perón, ancien membre du GOU, *Grupo de Oficiales Unidos* ou *Grupo de Obras y Unificación* (ce groupe

clandestin d'officiers favorables aux puissances de l'Axe qui s'emparèrent du pouvoir par un coup d'Etat en 1943 et dont Perón était un personnage influent). Le groupe était composé d'une vingtaine de membres, d'origines internationales.

Uki Goñi (journaliste et chercheur argentin né aux Etats-Unis) est parvenu à répertorier une quinzaine de membres de cette « commission » bien que la plupart des archives de celle-ci aient été détruites peu avant la chute de Perón en 1955 : Carlos Fuldner, germano-argentin fonctionnaire de la Présidence argentine, ancien membre des SS et espion en Europe pour le compte de l'Argentine pendant la guerre ; Jacques-Marie de Mathieu, sociologue français ayant combattu dans la division Charlemagne, de la Weffan SS ; Gino Monti de Valsassina, Italo-croate ex membre de la Luftwaffe et ancien espion du IIIème Reich ; Branko Benzon, un Croate qui avait été l'ambassadeur du régime oustachi à Berlin ; Pierre Daye, le criminel de guerre belge ; René Lagrou, fondateur de la SS flamande ; Herbert Helfrich, nazi allemand recruté par Perón pour espionner dans différents pays d'Europe ; Jan Durkansky, responsable de massacres de masse en Tchécoslovaquie en 1944 ; Czeslaw Smolinski, personnage clé des transactions financières avec la Suisse ; Radu Ghena, ami intime et ancien collaborateur de Carlos Fuldner et Pierre Daye dans leurs activités pendant la guerre ; Victor de la Serna, journaliste espagnol qui suivit notamment la *División Azul* de Franco sur le front russe et également ami de longue date de Carlos Fuldner et Pierre Daye. (Goñi, 2003 pp.110-114)

La liste est édifiante par les « qualités » des personnalités qui la composent. Mais ces personnes sont bien en cohérence avec la fonction de la commission qui consistait à vérifier ce qui constituait à leurs yeux les « bonnes » références des arrivants : leurs activités criminelles pendant la guerre, leur appartenance à la SS et leur fidélité sans faille au régime nazi. Les caractéristiques des arrivants étaient par ailleurs parfaitement connues des autorités péronistes puisque les membres de la commission rendaient directement compte au chef des services secrets argentins, Rudi Freude, le fils du protecteur allemand de Perón, Ludwig Freude, un millionnaire germano-argentin.

Un autre journaliste d'investigation, Jorge Camarassa, confirme à son tour l'activité de cette commission et énumère un grand nombre de nazis tristement célèbres (membres des forces de la SS allemande ou étrangère pour la plupart) dont il est avéré qu'ils furent reçus sous ses auspices, et s'installèrent en Argentine. Plusieurs d'entre eux travaillèrent directement pour le gouvernement, dans les domaines militaires et du renseignement et également scientifiques et industriels, y compris sur un projet de recherches nucléaires (plus ou moins sérieux au demeurant). Comme chacun le sait aujourd'hui, arrivèrent ainsi notamment, Adolf Eichmann, le planificateur de la Solution finale, Klaus Barbie, « le boucher de Lyon », Joseph Mengele, « l'ange de la mort » d'Auschwitz, et Franz Stangl, commandant du camp d'extermination de Treblinka (où périrent la plupart des Juifs du ghetto de Varsovie) jusqu'à son démantèlement.

Signalons également Wilhelm Monhke, chef de la garde personnelle de Hitler, Joseph Schwammberger, responsable de la mort de 15000 juifs dans les camps de Mielec et de Przemysl en Pologne et de la déportation de plusieurs autres milliers vers Auschwitz, Walter Kutschmann, officier SS assassin en particulier des juifs de Lwow et de Drohobyczka en Pologne ou de Brzezany en Ukraine, Erich Priebke, chef des SS responsable de nombreux massacres dont celui des Fosses ardéatines à Rome en mars

1944, Eduard Roschmann, ancien capitaine SS liquidateur du ghetto de Riga, Gerhard Bohne, membre de la SA puis SS-Hauptsturmführer, qui joua un rôle majeur dans l'extermination des handicapés physiques et mentaux, ou encore l'ancien colonel SS Walter Rauff, inventeur des « camions à gaz » destinés à asphyxier les Juifs raflés à l'Est. (Camarasa 2012)

Au total, ce sont quelques « quatre-vingt-dix mille nazis allemands [qui] étaient confortablement installés en Argentine » fin 1947 (Corrêa da Costa 2007 p.411). Car « avant la fin de la guerre, Perón fit parvenir à l'attaché militaire auprès de l'ambassade d'Allemagne, von Leers, huit mille passeports argentins et cent mille cartes d'identité, signés et tamponnés par la police, sans photos ni empreintes digitales ». (Corrêa da Costa 2007 p.411). Cette pratique de l'attribution de passeports et de cartes d'identité nationales aux ressortissants du IIIème Reich, si elle fut mise en œuvre à grande échelle par l'Argentine, a été aussi constatée au Paraguay notamment. A cet égard, comme à d'autres, le cas de Josef Mengele est emblématique.

Mengele en Amérique latine

Le parcours de Josef Mengele en Amérique latine illustre bien en effet les caractéristiques des immigrés nazis en Amérique latine : arrivé grâce aux complicités en Europe d'abord (en Allemagne même, puis au Vatican, en Suisse et en Italie), il bénéficiera de l'accueil remarquable argentin, puis voyagera à travers tout le Cône sud en toute liberté. Il fréquentera les colonies allemandes en Amérique latine et également la haute société latino-américaine où il sera reçu avec déférence sans que ses crimes épouvantables passés n'y fassent aucunement obstacle.

Josef Mengele qui avait fui l'Allemagne par le port de Gênes grâce à la filière de l'ODESSA, débarqua à Buenos-Aires le 20 juin 1949. (Camarasa, 2008 p.59) Il y vécut tranquille plusieurs années, comme Eichmann qui avait suivi le même parcours d'exfiltration. Ils se rencontraient parfois, sans vraiment se fréquenter, dans le centre de la ville, au restaurant de spécialités allemandes, l'ABC, rue Lavalle, près du Club Allemand de la rue Florida, présidé par Ludwig Freude. Contrairement à Eichmann, Mengele était sûr de lui et ne semblait pas s'inquiéter alors, d'être poursuivi par la justice internationale. Lorsqu'il retourna brièvement en Allemagne une fois ou deux pour rendre visite à sa femme et son fils, Mengele le fit sous son vrai nom, avec un passeport délivré par le consulat allemand à Buenos-Aires. Mais le Mossad et Simón Wiesenthal étaient cependant sur sa piste.

Après la chute de Perón en 1955, l'Argentine devint moins sûre et Stroessner ayant pris le pouvoir au Paraguay en 1954, Mengele y trouva un nouveau refuge à partir de 1959. Il s'installa dans une villa de la bourgade de Hohenau Cuatro, ancienne « colonie » allemande fondée vers 1900 à 35 km au nord-est d'Encarnación, au sud du pays. Bien avant le nazisme, depuis le 19^{ème} siècle, des Allemands se sont établis en Amérique du sud émigrant en groupe ou se regroupant à leur arrivée en communautés, religieuses comme les Mennonites du Chaco paraguayen, ou simplement nationales, comme ont pu le faire également certains Français ou Italiens qui se regroupaient dans des villages, conservant leur langue et leurs traditions culturelles. Lorsque nombre d'anciens nazis se sont plus tard réfugiés dans la région, les « colonies » allemandes déjà existantes les ont tout naturellement accueillis, ou ils en ont formé de nouvelles.

Les paysans des alentours l'appelaient « le bon docteur Mengele ». Il obtint la nationalité paraguayenne sous son nom et soignait gratuitement ceux qui venaient le consulter. Il pratiquait à l'occasion des avortements et s'intéressait aux jumeaux, mais ses observations ne portaient pas atteinte à l'intégrité physique ou mentale de ses patient/es, contrairement aux expériences terribles qu'il mena à Auschwitz sur plusieurs dizaines d'enfants martyrs. Un notaire d'Asunción confiait volontiers qu'il avait connu Mengele lors d'un cocktail au palais présidentiel au début des années 1960. Mengele s'était ainsi présenté à lui « Doctor Mengele », et lui qui n'avait aucunement idée qu'il avait affaire à « l'ange de la mort » du camp d'Auschwitz, lui serra la main en lui répondant tout simplement « encantado ». (Anecdote vécue par l'auteure du présent article au début des années 90 à Asunción del Paraguay) A cette époque, Stroessner faisait en sorte que le pays demeurât isolé du reste du monde et les anciens nazis, comme les repris de justice européens et plus tard les membres de l'OAS recherchés par la justice française, pouvaient y vivre sans souci majeur.

Mengele fit plusieurs séjours au Paraguay. D'abord en voyages d'affaires depuis Buenos-Aires, puis lorsqu'il s'y installa et après, alors qu'il vivait au Brésil, il y retourna à plusieurs reprises, parfois pour de longs séjours, chez ses amis Krug de la colonie Hohenau ou chez Alfonz Dierckx, citoyen belge, ancien officier SS qui s'était installé comme photographe dans ce même village paraguayen de Hohenau, près de la frontière argentine, non loin du Brésil également. Mengele a beaucoup voyagé en effet dans tout le Cône sud où il fréquentait aussi bien les dirigeants nationaux de premier plan que d'anciens nazis plus ou moins illustres. Il rencontra ainsi plusieurs fois Perón à la résidence présidentielle de *Los Olivos*. Perón avait été très impressionné par ses références scientifiques en matières de génétique bovine (!). (Camarasa, Paris 2008 p.66) Mengele visita notamment la *Colonia Dignidad* de Paul Schäfer au Chili. (Poblete, Maria et Ploquin Frédéric, 2004 p.239) Puis il avait finalement choisi de se fixer au Brésil à Sao-Paulo préférant peut-être l'anonymat des métropoles brésiliennes à la ruralité paraguayenne. Il mourut en 1979, s'étant noyé à la suite d'une crise cardiaque semble-t-il, sur une plage près de Sao Paulo, sans avoir jamais été capturé par le Mossad. L'authentification de son cadavre ne sera confirmée qu'en 1992 après analyse génétique. (Rana Saad, 2005)

Une certaine fascination pour la « supériorité allemande »

Depuis bien avant cette époque, l'admiration pour l'expertise allemande est largement répandue en Amérique latine. Il existe une longue tradition de coopération militaire que plusieurs pays latino-américains ont entretenue dès le 19^{ème} siècle avec la Prusse puis l'Allemagne, notamment en Argentine, au Chili, au Pérou et au Paraguay. Cette influence était souvent en concurrence directe avec celle de la France et s'exerça à plusieurs reprises en alternance avec celle-ci. S'agissant du domaine militaire et de la formation des armées, selon Alain Rouquié, « au Chili, qui se mit à l'école allemande [dès 1885], la prussianisation a laissé des traces encore visibles aujourd'hui. » (Rouquié, 1982 p.102) Après une première époque « française », « à partir de 1910, La Paz imite Santiago et engage des instructeurs allemands » (Rouquié, 1982 p.102). « Dans la cosmopolite Argentine qui a tenté très tôt de « professionnaliser » son corps d'officiers, l'éclectisme a tout d'abord présidé au choix des références étrangères », mais « en 1900, le prestige de l'état-major impérial l'emporte. L'Ecole supérieure de guerre naît sous le patronage allemand. (...) Le processus de germanisation est complété à partir de 1904 » et en 1920, « l'influence de l'*Offizier Korps* est sans partage » (Rouquié, 1982 p.103).

Cette influence allemande sera telle que le général argentin José Felix Uriburu, officier de cavalerie formé militairement en Allemagne, ex-député du Parti Conservateur, membre d'une famille de l'oligarchie argentine, qui prit le pouvoir par un coup d'Etat le 6 septembre 1930, avait pour surnom « von Pepe » . « Tout se passa comme si l'Allemagne n'avait pas perdu la Grande Guerre et Uriburu » persista à considérer comme incontestablement supérieures les armées impériales. (Rouquié, 1982 p.103). L'armée allemande hérita de ce prestige à ses yeux comme à ceux de la grande majorité des militaires argentins pendant les premières décennies du 20^{ème} siècle.

Au Brésil également, on retrouve cette admiration pour les militaires allemands. Dans les années 30, « les généraux Eurico Dutra et Góes Monteiro s'enorgueillissaient d'être des « Prussiens d'Amérique ». Dès 1935, ils facilitèrent l'entrée en masse d'officiers de l'Action intégraliste à l'état-major » (Corrêa da Costa 2007, p.121). L'organisation, la discipline et la bravoure des militaires allemands étaient « reconnues », voire idéalisées, au Brésil comme en Argentine. L'admiration pour le savoir faire allemand ne se limitait d'ailleurs pas à l'art militaire. Dans les domaines industriels, technologiques et scientifiques, les Allemands avaient également en Argentine une réputation d'excellence et d'expertise de haut niveau. Cette vision avait un fondement historique et venait notamment des cercles militaires car les armées latino-américaines, qui imitent les armées européennes, ne sont pas soutenues par une industrie lourde nationale et donc « attendent tout de Krupp ou de Schneider » (Rouquié, 1992, p.99).

Ainsi, en septembre 1970, depuis son exil en Espagne, Juan Domingo Perón affirmait : « Bien avant que se termine la guerre, nous avons préparé l'après-guerre. L'Allemagne était vaincue, nous le savions. Et les vainqueurs voulaient tirer profit de l'énorme effort technologique qui s'était accompli dans ce pays durant plus de dix ans. Utiliser la structure n'était pas possible puisqu'elle était détruite. La seule chose que l'on pouvait utiliser, c'était les hommes. Nous avons fait savoir aux Allemands que nous allions leur déclarer la guerre pour sauver des milliers de vies. Nous avons échangé des messages avec eux par l'intermédiaire de Salazar et Franco. L'Espagne comprit immédiatement notre intention et nous appuya. Les Allemands aussi étaient d'accord. Quand la guerre s'acheva, ces Allemands utiles nous ont aidé à mettre sur pied de nouvelles usines et à améliorer celles que nous avons déjà. Et en échange, nous les avons aidé, eux». (Martínez 1985)

Ainsi, malgré « l'adieu à l'Europe » (Compagnon 2013) assumé lors de la première guerre mondiale essentiellement par les milieux intellectuels et les responsables politiques civils de l'Amérique latine, les corporations militaires étaient restées attachées à leurs mentors européens et notamment aux Allemands. Malgré le « bouleversement des représentations de l'Europe en Amérique latine » ou à travers lui, « la cristallisation nationaliste » (Compagnon 2013 p.19) dans sa dimension militaire se réalise en lien avec les modèles européens et tout particulièrement l'admiration de l'exemple allemand. La référence à une compétence allemande supposée qui persistait, était donc héritée de l'histoire des Etats latino-américains dont l'indépendance politique s'était faite à travers une nouvelle dépendance technologique. Toutefois dans cette seconde moitié du 20^{ème} siècle, des pays comme l'Argentine voulaient s'émanciper de cette tutelle européenne, en réalisant des transferts de savoirs et de savoirs faire. Les « refondations nationales » réalisées ou du moins annoncées par des populismes en

Amérique latine (de la même façon qu'en Turquie, en Egypte ou en Inde par exemple) prétendent promouvoir un développement endogène, voire se constituer en puissance régionale.

Comme le rappelle en effet également Frank Garbely, « Perón aspirait à parvenir à la prééminence économique et militaire sur le continent sud-américain. Selon son argumentation, cet objectif ne pouvait être atteint qu'avec l'aide des experts allemands qui avaient déjà démontré leur supériorité intellectuelle et technique dans le troisième Reich » (Garbely 2003, p.103). Mais cette justification « technique » sans doute vraie en partie, est loin de constituer la seule raison de l'aide de grande envergure que l'Argentine de Perón, puis secondairement différentes dictatures du d'Amérique du sud, ont apporté à un très grand nombre de fugitifs nazis et parmi eux à des criminels de guerre les plus effroyables. Il ne s'agit manifestement pas d'une immigration sélective en fonction des seuls critères de compétences technologiques ou scientifiques. Ainsi par exemple, si l'accueil de Hans Ulrich Rudel, héros de la Luftwaffe et Willy Kurt Tank, ingénieur créateur du Fockler Wulff 44-J ont pu être utiles à l'industrie argentine, l'argument est plus douteux concernant des personnages comme Otto Skorzeny, général des SA et Adolf Galland dont la seule gloire a été l'enlèvement de Mussolini de sa prison en 1943.

Intérêt financier et réseaux germano-argentins

Outre le motif de l'utilisation des compétences allemandes, il existe donc d'autres raisons qui expliquent que tant d'anciens nazis aient été accueillis à bras ouverts en Argentine. Tout d'abord, le fait que Perón ait eu de longue date des liens avec le régime nazi et que lui-même se soit maintenu au pouvoir après 1945 sous un régime formellement nouveau (à l'issue d'élections libres qui ont eu lieu au sortir de la dictature militaire) mais avec une certaine permanence du personnel politique. En cela, l'Argentine présente une spécificité notable, par rapport à son voisin brésilien notamment.

D'une part en effet, les contradictions idéologiques et d'appareils qui se développèrent sous le régime de Getulio Vargas entre 1930 et 1945, et le tournant géopolitique amorcé par la déclaration de guerre à l'Allemagne fin 1942, ont limité les complicités entre personnalités politiques brésiliennes et allemandes, complicités qui seront déterminantes pour l'entreprise d'exfiltration des anciens nazis. L'Argentine au contraire, a maintenu jusqu'à la dernière extrémité (l'Argentine ne déclarera la guerre à l'Allemagne que juste avant la capitulation) une neutralité bienveillante de fait à l'égard des puissances de l'Axe. D'autre part, l'Argentine de l'après guerre ne marque pas totalement une rupture politique : Perón, personnage dominant de la dictature à peine défaite, reprend le pouvoir par les urnes en février 1946.

Aussi les liens n'ont-ils jamais été rompus entre des personnages clés du régime nazi et Perón. Car « déjà lorsqu'il était ministre puis vice-président, Perón s'était entouré de conseillers nazis. Le plus influent s'appelait Ludwig Freude, un millionnaire germano-argentin. (...) Et quand Perón se présenta à la présidence en 1946, [celui-ci] mit à sa disposition quatre entreprises pour financer la campagne électorale » (Garbely, 2003, pp.102-103). Il faut savoir que les services secrets nord-américains considéraient Freude comme l'organisateur de la « disparition » de la fortune nazie, selon Leslie Rout

et John Bratzel (Rout et Bratzel 1986, p.422). « L'or nazi » après la défaite a fort probablement constitué un argument de poids. Cela est venu s'ajouter aux aides financières déjà mises en œuvre de longue date de la part de l'Allemagne en faveur de Perón. Dès avant la guerre, en effet, le régime nazi poursuivit une politique d'influence que à travers le monde, notamment en Amérique latine et tout particulièrement en Argentine où il trouvait un contexte tout à fait favorable.

Certes, cette question du trésor de guerre hitlérien demeure entourée de mystère. Mario Rapoport et Andrés Musacchio ont tenté de disculper l'Argentine de Perón sur ce point même si leur argumentation, qui reste formelle sans se fonder sur aucun élément factuel, n'est guère convaincante (Mario Rapoport et Andrés Musacchio 2000). On soupçonne en effet qu'une grande quantité d'or ait pu arriver en Argentine par les deux sous-marins qui accostèrent à Mar del Plata en été 1945.

En juillet 1945 un sous-marin allemand est ainsi arraisonné dans le port de Mar del Plata ; il sera identifié comme le U-530. La signature de l'armistice en mai précédent l'avait semble-t-il surpris en pleine traversée et aucun hiérarque du régime ne se trouvait à bord parmi les 54 marins. En août 1945, toujours dans le port de Mar del Plata, accosta un second sous-marin allemand identifié comme le U-977. Il est plausible que cette fois, de hauts dignitaires nazis aient fait partie de la traversée. On soupçonne notamment l'arrivée en Argentine par cette voie, de Martin Bormann et du chef de la Gestapo Heinrich Müller. Mais des preuves formelles manqueront toujours, concernant ces hauts dignitaires nazis ; de même pour ce qui concerne l'or amassé par le régime, bien que de nombreux indices pointent dans cette direction.

Rapportant une conversation qu'il a eue avec Uki Goñi le 15 mai 1998, Frank Garbely souligne que pendant la guerre et jusqu'en 1949, « la Banque nationale suisse et environ une douzaine d'entreprises financières et de banques suisses détenaient à la Banque centrale d'Argentine » des comptes exclusivement de dépôts en or. Des comptes de ce type n'ont plus jamais plus été ouverts et ne l'avaient d'ailleurs non plus jamais été avant la guerre (Garbely 2003). Il est aujourd'hui incontestable que de nombreux transferts d'or ont été effectués dans des banques argentines depuis l'Allemagne à travers la Suisse, l'Espagne et le Portugal entre 1939 et 1959. De très nombreuses sources en font mention comme Corrêa da Costa, Garbely ou Goñi, en référence notamment aux rapports des services nord-américains pendant et après la guerre.

Ainsi, se fondant en particulier sur les travaux d'Alicia Ortiz Dujovne (Ortiz Dujovne 1997), Sergio Corrêa da Costa rappelle que l'Argentine péroniste « reçut des avoirs de quatre-vingt-dix-huit compagnies, tandis que plusieurs dirigeants du parti [nazi] imitaient le ministre des Affaires étrangères, Joaquim von Ribbentrop, qui fit des dépôts dans les banques suivantes : Allemande Transatlantique, Germanique, Strupp et Torquist, toutes installées à Buenos Aires » (Corrêa da Costa 2007, p.409). Un document du Département d'État datant de 1946 prouvait en effet que des officiers nazis de haut rang - dont Hermann Goering et Josef Goebbels - avaient utilisé des valises diplomatiques suisses pour faire passer en Argentine de l'argent volé aux Juifs, soit plus de 20 millions de dollars, notamment via la Dresdener Bank de Berlin et la Société de Banque Suisse de Genève (*Shalom-magazine*, 1997)

Tandis que des valeurs transitaient donc régulièrement en Argentine pendant la guerre au bénéfice de hiérarques allemands du régime nazi, la masse du trésor nazi aura suivi les mêmes circuits après la défaite du III^{ème} Reich. Ce ne sont certes que des suppositions, mais soutenues par de nombreux indices. Ainsi en 1996, l'ouverture des archives de la banque centrale argentine entre 1949 et 1959 au représentant du Centre Simon Wiesenthal, Shimon Samuels, a permis de repérer des transferts encore importants de ce type ayant suivi les mêmes circuits bancaires dans cette période de l'après guerre (*La Nación*, 1996) Ces transferts dument répertoriés mais dont la provenance originelle reste non prouvée, renforce l'hypothèse selon laquelle l'or nazi aurait bien été recyclé de cette façon.

Enfin, le fameux voyage d'Eva Perón en Europe en été 1947, a étayé considérablement cette hypothèse. Certes de nombreuses zones d'ombre demeurent sur ce voyage et notamment sur son séjour en Suisse à la fin de son périple. Toutefois, sa détention de comptes numérotés dans différentes banques suisses et la réception du 7 août 1947 à l'hôtel Baur à Zurich à laquelle elle fut conviée par ses banquiers et à laquelle assistèrent plusieurs dizaines d'autres financiers, laisse supposer de façon assez certaine la nature de son voyage dans ce pays. Par ailleurs, les spécialistes qui se sont penchés sur l'évasion de Bormann et son séjour en Argentine, ont relevé des transferts de fonds effectués entre celui-ci et les comptes des Perón. Quant à la triste fin du frère d'Eva, Juan Duarte, qui était devenu à la mort de celle-ci en 1952, son légataire testamentaire et qui fut retrouvé assassiné chez lui en 1953, à son retour d'un voyage en Suisse (Molinari 1958 pp.232-236), elle vient corroborer la nature financière des relations entre les nazis et les péronistes.

Proximité idéologique

Certes, on peut estimer comme le fait Livia Zampolini dans son mémoire soutenu à la LUISS en 2013, que « Perón a été un sympathisant du nazisme mais [qu'] il fut avant tout un opportuniste » (Zampolini 2013, p.41). Toutefois, si l'intérêt financier semble occuper un grande place dans l'engagement de Perón à aider les nazis en fuite, il ne faut toutefois pas négliger les affinités idéologiques qu'il entretient avec le fascisme et le nazisme. Communauté de pensée autoritaire, anticommuniste et nationaliste, partagées en l'occurrence par de nombreuses dictatures latino-américaines du Cône sud durant tout le 20^{ème} siècle et particulièrement celles des années 1970. Militaire de formation, issu d'une famille conservatrice, Juan Domingo Perón sera fortement impressionné par Mussolini et le fascisme italien, lors de son séjour à Rome en « mission d'étude » pour le ministère de la Défense. « D'une certaine manière, les Italiens découvraient des formules d'avenir ; ils montraient la voie », écrira-t-il en 1945 (Béarn 1975 p.89). Comme Getulio Vargas au Brésil, Perón est influencé par la révolution nationale, sœur jumelle et ennemie de la révolution bolchevique. (A propos de la gémellité du fascisme et du bolchevisme, voir notamment Mauss, 1997 pp.509-513). C'est sur cette sensibilité que les propagandistes nazis pourront faire fond.

Une offensive de propagande et d'influence de grande ampleur des nazis s'organisa en effet en Argentine depuis le début du mouvement allemand dans les années 1920 et bien plus encore à partir des années 1930. Par différents intermédiaires le régime hitlérien a soutenu financièrement des personnalités politiques et des organisations de différentes natures susceptibles de favoriser l'emprise du nazisme en Amérique latine. Ainsi, « en 1938, on pouvait dénombrer en Argentine 176 écoles allemandes regroupant

13.200 étudiants » au sein desquels la propagande nazie circulait largement (Camarasa 2012). Et de nombreuses personnalités du III^{ème} Reich fréquentaient les allées du pouvoir argentin. Comme le note Tomas Eloy Martinez et comme le rappelle Frank Garbely, « tout le passé nazi pénétra peu à peu le présent argentin, convertissant une société qui au début du siècle, était libérale et ouverte, en un réduit sectaire emmurillé par l'autoritarisme et la répression » (Garbely 1996, p.193),

Les causes de cette implantation relativement aisée de l'idéologie nazie sont bien sûr multiples comme dans tout phénomène politique complexe relevant autant d'éléments historiques, sociologiques, économiques qu'idéologiques et culturels. Elles trouvent leurs racines tant en Europe qu'en Amérique latine et aussi en Argentine plus spécialement. Tout d'abord, comme le note Tulio Halperini Donghi, « le régime de démocratie représentative, qui surgit dans son expression politique la plus murie [au début des années 20], était loin de s'appuyer sur un solide consensus d'opinion » (Halperini Donghi 2004, p.23). Comme en Allemagne après la défaite de 1918, la démocratie parlementaire fondée sur le suffrage libre universel imposée en Argentine par l'Union civique radicale, comptaient des ennemis puissants dans la vieille oligarchie. Par ailleurs, comme en Italie, le mouvement ouvrier naissant et les milieux intellectuels argentins bouillonnaient dans ces années 10-20, d'idées nouvelles et d'innovations politiques et artistiques, confrontés notamment à la révolution bolchevique.

Comme nombre de pays latino-américains, l'Argentine souffrait des freins du système oligarchique hérité de la colonisation et des luttes d'indépendance. Mais elle sera particulièrement sensible à l'expérience fasciste italienne qui promouvait une révolution nationale comme alternative à la révolution bolchevique. Car l'unification de l'Etat-nation argentin a été longue à se réaliser (contrairement à l'Etat chilien notamment) et manquera longtemps encore de cohésion. Comme en Pologne renaissante comme Etat souverain en 1920, et dans la plupart des nouveaux Etats-nations à la recherche de ciment sociaux, l'Argentine trouvera alors dans l'antisémitisme l'un des arguments idéologiques à la cohésion nationale (Zawadzki 1993). Et une industrialisation récente de l'économie urbaine, donnera à son tour une puissance particulière à la thématique suprématiste blanche.

Ainsi, le nazisme allemand comme l'idéologie fascisante argentine des années 30-40 qui sont le produit à la fois d'un certain archaïsme social et d'une modernité économique (selon la thèse novatrice de Hermann Kantorowicz (Kantorowicz 1935)), se trouveront en sympathie, propice à des collaborations et à des synthèses originales. Propagande, corruption et espionnage se mêlaient d'ailleurs étroitement. Des hommes politiques argentins s'en émurent et, le 18 mai 1938, les députés Raúl Damonte Taborda, radical, et Enrique Dickmann, socialiste, créèrent une Commission d'enquête parlementaire sur les activités « anti-argentines », visant directement les agissements d'agents et de propagandistes nazis. Mais cette investigation restera sans suite véritable, tant les réseaux et les forces politiques autoritaires seront puissantes dès cette époque. (Camarasa 2012 et Halperini Donghi 2004)

Car outre l'intérêt technologique et financier en faveur de la présence allemande en Argentine, c'est bien le caractère nazi de ces fugitifs qui a été apprécié en Argentine. Pour preuve que c'est bien le nazisme qui a été accueilli et non pas seulement les Allemands, on peut rappeler que de nombreux Croates furent également accueillis en

Argentine, parmi lesquels Ante Pavelic, ancien chef de l'Etat oustachi, grand criminel de guerre et contre l'humanité, ou Dinko Sakic, commandant du camp de concentration et d'extermination de Jasenovac, qualifié de « Auschwitz croate ». « Selon Uki Goñi, environ cinq mille Croates se seraient établis en Argentine après la guerre. D'autres estimations parlent d'un total entre dix et trente-cinq mille » (Corrêa da Costa 2007, p.359) On ne peut invoquer dans les cas croates, l'argument de la supériorité technologique allemande.

Cet argument de la proximité idéologique peut d'ailleurs être renforcé dans une logique a contrario. Tandis qu'ils étaient accueillis en Argentine sous Perón, les nazis n'étaient pas les bienvenus dans d'autres pays et à d'autres époques. Ainsi, le cas de Klaus Barbie, exfiltré-enlevé par la France avec la complicité du président bolivien Hernán Siles Zuazo, tout juste élu à l'issue de la transition à la démocratie en 1982, est révélateur de l'importance des options idéologiques des acteurs en présence. Cette fois, c'est grâce aux liens tissés entre démocrates de gauche dans la région et en France, que l'opération a pu être montée, après plusieurs tentatives infructueuses sous les régimes autoritaires précédents. Un autre exemple va dans le même sens et souligne les déterminants politiques qui expliquent les options adoptées après guerre, pour donner asile aux nazis ou les livrer à la justice. Sergio Corrêa da Costa évoque ainsi la mémoire de Roberto de Abreu Sodré, gouverneur de l'Etat de Sao Paulo qui en 1967, décida de livrer Franz Stangl et organisa avec autorité et ruse son extradition vers l'Allemagne où il fut condamné, car « le gouverneur, fidèle à ses convictions démocratiques, décida de s'occuper personnellement de l'affaire » (Corrêa da Costa 2007, p.420).

Antisémitisme d'hier et d'aujourd'hui

Les convictions idéologiques ont donc compté dans l'engagement argentin à aider résolument les anciens nazis à se soustraire à la justice et à refaire leur vie dans ce nouveau monde. Mais il convient pour mieux le comprendre, d'insister sur une spécificité argentine : l'importance de l'antisémitisme dans le « paquet idéologique » commun au péronisme et au nazisme.

L'antisémitisme constitue une constante, bien qu'à des degrés très divers, dans tous les populismes y compris les populismes latino-américains, mais cette dimension est très peu étudiée. A certains égards, « l'Amérique latine peut [même] servir de révélateur paradoxal. (...) Dans un contexte où l'antisémitisme n'est pas une donnée historique massive et ne se manifeste que de façon relativement légère, sa persistance et son utilisation récurrente (...) constitue l'indice d'une étrange connivence » (Fregosi 2010, p.177). Cette connivence entre populisme et antisémitisme est sans doute encore plus évidente dans le péronisme. Ainsi, dès octobre 1945, lors des grandes manifestations populaires pour libérer Perón, et dans la plupart des démonstrations de force des péronistes par la suite, les observateurs rapportent que se sont produits « quelques désordres populaires à travers des provocations clairement antisémites » (Senkman 1986, Vol1 p.105). Analysant une enquête réalisée auprès d'ouvriers de Buenos Aires à la fin des années 1960, Leonardo Senkman souligne que « la différence fondamentale entre les groupes péronistes et les autres, réside dans leur opinion sur les Juifs » (Senkman 1986, Vol1 p.88).

Au demeurant, Natan Lerner, rappelant les analyses de Gino Germani (Germani 1966), signale que « l'antisémitisme actif en Argentine ne trouve pas son origine dans les

secteurs populaires et moins instruits de la population. Les expressions les plus violentes d'antisémitisme émanent plutôt des classes les plus hautes, en possession des meilleures positions sociales et des meilleurs niveaux d'instruction » (Lerner p.205). Comme tendrait à le montrer en effet la sociologie de l'entourage de Perón, on peut parler d'une culture péroniste constituée par des intellectuels, de la même manière que Johann Chapoutot parle d'une « révolution culturelle nazie » (Chapoutot 2017). On pourra ainsi évoquer notamment Santiago Peralta qui mit sur pied la commission d'admission des nazis en fuite mentionnée en début d'article. Lui-même sociologue fondateur l'Institut national ethnique pour « prévenir « la formation de communautés ou minorités étrangères » » (Goñi 2003, p.109) en Argentine, il est représentatif de cette intelligentsia d'extrême droite qui restera toujours dans l'entourage de Perón. On pourra ainsi signaler notamment la figure de Osear Ivanissevich, d'obédience nationale-catholique pour laquelle la tonalité antisémite est une composante importante (voir notamment les ouvrages sur les Juifs de Julio Meinvielle, principal promoteur de la doctrine nationale-catholique en Argentine : <http://www.juliomeinvielle.org/sus-obras/>). Il marqua de son empreinte le secteur de l'éducation nationale dont il fut ministre dans le premier gouvernement Perón en 1946, puis sous celui d'Isabel Perón en 1974. Il fut corédacteur en chef de la revue d'extrême droite *Argentina*. D'après les archives des services de l'émigration argentine, il ressort qu'il a également contribué avec sa sœur, à l'accueil du rexiste belge Jean-Jules Lecomte et de plusieurs anciens nazis d'origine croate comme lui (*Página 12*, 2003).

Comme en Europe, y compris dans les pays démocratiques durant les années 30, les conceptions et les propos antisémites avaient libre cours dans l'intelligentsia argentine. Le même Enrique Dickmann dont on a vu plus haut qu'il dénonçait dès 1938 l'influence grandissante des nazis en Argentine, à la fois parmi les militaires et les milieux d'affaires mais surtout dans le monde intellectuel, de la presse et de l'édition, a ainsi été violemment attaqué sur le mode clairement antisémite dans une procédure judiciaire complexe mettant en cause en 1939, l'Etat hitlérien accusé de soutenir des activités de déstabilisation de l'Etat argentin. C'est Ramón Doll (avocat, écrivain et journaliste d'origine socialiste qui avait évolué vers le fascisme, puis s'était rallié au nazisme, et qui occupa diverses charges judiciaires sous les premiers gouvernements Perón) qui défendait l'Etat allemand dans cette affaire. Il bâtit un argumentaire complotiste antisémite classique, qu'il publia sous le titre : « Du service secret anglais au Juif Dickmann » et où l'on peut lire « La venimeuse mauviette rouge, poussée par les forces de la calomnie et de la lâcheté parlementaire, affirma que la campagne antilibérale était alimentée par l'or nazi [...] c'est le juif Dickmann qui s'est chargé de cette dernière attaque [...] un juif sans honneur, auquel on ne peut rien faire parce qu'il nous domine de sa lâcheté... » (Halperin Donghi 2003, pp.198-199)

Or, un demi-siècle plus tard, la question des liens historiques entre le péronisme et le nazisme s'articule toujours étroitement à celle de l'antisémitisme en Argentine.

Le 18 juillet 1994, eu lieu un attentat meurtrier contre la mutuelle juive AMIA à Buenos Aires qui fit 85 morts et plus de 200 blessés. Il se trouve que le bâtiment visé par l'attentat abritait également « les bureaux et les archives du groupe d'historiens *Testimonios*, qui, peu de temps avant, avaient annoncé d'importantes révélations en relation avec la disparition de la fortune nazie » (Garbely 2003, p.19). Les commanditaires de l'attentat ne sont toujours pas identifiés en 2018, malgré les nombreux rebondissements auxquels cet événement a donné lieu durant toutes ces

années.

En 1995, la piste iranienne et ses liens avec le Hezbollah en Amérique latine avait été évoquée. Elle faisait se croiser motivations antisémites contemporaines (Iran contre Israël) et anciennes (liens du nazisme avec le péronisme) à travers le personnage sulfureux de François Genoud, le « banquier noir » qui, de la même façon que Ludwig Freude avait joué dans le passé un rôle important dans la fuite des criminels nazis, et dans la « gestion » de leurs avoirs en Argentine. Or, il était par ailleurs lié à l'Iran comme le signale son implication durant les années 80 et 90, dans les assassinats d'opposants au régime des mollahs iraniens : Radjavi à Genève, Bakhtiar à Paris, leaders kurdes à Vienne et à Berlin (Garbely 2003, p.18). L'attentat aurait par conséquent fait d'une pierre deux coups : atteindre physiquement des Juifs et symboliquement la communauté juive d'une part, d'autre part, faire disparaître des documents détenus par *Testimonios* compromettant pour le mouvement péroniste car ils démontraient les accointances entre Perón et les nazis.

Cette hypothèse va faire long feu, à tel point que trois ans plus tard, Menem lancera la création de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis en Argentine (CEANA), commission présidée par le ministre argentin des Affaires étrangères de l'époque, Guido di Tella qui en avait suggéré l'idée au président. Le 16 novembre 1998, la Commission a été inaugurée publiquement par la tenue d'une séance plénière réunissant de nombreux historiens argentins et internationaux et des invités du monde diplomatique et des communautés juives notamment nord américaines (*Página 12*, 2005). Mais un an plus tard, la commission tint sa dernière réunion pour annoncer que des indices avaient été trouvés concernant environ 180 nazis, et les choses en restèrent là. Lors de la création de la commission CEANA « Jorge Raventos, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, admettait d'ailleurs qu'elle pouvait avoir eu « également pour objet accessoire de redorer l'image du péronisme » (*L'Express*, 1998).

Le fait que les archives ouvertes aient en définitive permis de dresser avec certitude une liste de seulement dix-neuf noms de criminels nazis ayant obtenu des documents d'identité argentins sous leur véritable nom, tendrait à accréditer la thèse selon laquelle il s'agissait bien là d'un contre-feu tactique sans portée heuristique. C'est du moins l'avis de l'historienne argentine, Carlota Jackisch, de la fondation Konrad-Adenauer, à Buenos Aires, qui travaille par ailleurs depuis plusieurs années sur le dossiers des nazis en Argentine (voir Jackisch 1989). Or, une quinzaine d'années plus tard encore, l'assassinat du juge Nisman le 18 janvier 2015, a rouvert le dossier de l'attentat de l'AMIA et relancé le débat sur l'antisémitisme péroniste.

Lorsqu'il a été tué dans des circonstance non élucidées, le juge Nisman enquêtait en effet sur des soupçons concernant une tolérance ou du moins une indifférence qu'aurait pu avoir Cristina Kirchner face aux attentats antisémites passés et qui l'aurait incitée à un accord en 2013 avec le gouvernement iranien pour éviter les poursuites à l'encontre des terroristes supposés et étouffer définitivement l'affaire. Et la persistance d'anciens réseaux souterrains d'extrême-droite national-catholique et antisémite dans différents secteurs du pays renforce encore le malaise des Argentins confrontés à ces vieux démons. Car selon Sergio Widder, représentant du centre Simon-Wiesenthal à Buenos Aires, il règne toujours aujourd'hui en Argentine une « forte tradition d'antisémitisme et d'impunité » (*L'Express*, 1998).

Conclusion

La piste des anciens nazis accueillis par Perón après la guerre, insiste donc encore dans l'actualité politique en Argentine, et parcourt également l'ensemble de la région latino-américaine. Ainsi par exemple, « le mouvement néo-nazi paraguayen (...) reconnaît explicitement la « grandeur » de Stroessner, de même que celle d'autres leaders latino-américains, notamment Juan Domingo Perón (1895-1974) qui, à l'égal du dictateur paraguayen, avait permis l'accueil de réfugiés nazis » (Caro 2004). Les groupuscules néo-nazis présents aujourd'hui dans quasiment tous les pays latino-américains, nostalgiques du régime hitlérien, valorisent en effet ces liens nombreux et de longue date que Perón entretenait avec nombre de dignitaires nazis et se réjouissent du sauvetage en grand nombre par le régime péroniste, de nazis après la Seconde guerre mondiale. Ils passent en revanche sous silence un motif essentiel de l'immigration nazie : l'intérêt financier pour le couple Perón que représentait cette aide systématique aux filières de fuite nazies.

Or on peut cependant considérer comme déterminante cette cause « occasionnelle » du phénomène, constituées par les relations personnelles et financières entre Perón et les nazis. Si on y ajoute une autre spécificité nationale, à savoir la prégnance particulière de l'antisémitisme notamment au sein des élites, on comprend pourquoi l'Argentine péroniste a été la porte d'entrée quasiment unique de toute l'immigration nazie en Amérique latine. Et cela, même si un fondement culturel et idéologique indéniablement commun à toute la région rendait l'Amérique latine de l'après guerre particulièrement complaisante aux anciens nazis qui y circulèrent très librement.

En effet, une longue tradition liait à l'Allemagne les forces armées des pays latino-américains depuis leur indépendance au 19^{ème} siècle. Et l'admiration pour les compétences et l'expertise allemande persista bien après la Première guerre mondiale. D'autre part, la structure oligarchique de l'Amérique latine formait au sein des élites notamment, un soubassement propice à des idéologies inégalitaristes et autoritaires de types fascistes et nazies. Par ailleurs, les populistes insistant sur la nécessaire refondation nationale de leurs Etats corrompus et fracturés par les « républiques oligarchiques », étaient en sympathie avec la « révolution nationale » promue par Mussolini et théorisée à sa façon par la « révolution culturelle nazie ». Un fondement idéologique composite avait donc manifestement préparé cet accueil des nazis en Argentine d'abord, en faisant dans ce pays un phénomène de grande ampleur, puis sa dissémination de plus faible intensité aux autres pays de la région. L'accueil massif d'anciens nazis et parmi eux des pires criminels de guerre et contre l'humanité, a manifestement été rendu possible, à une telle ampleur, par la position singulière de l'Argentine péroniste, en Amérique latine comme dans sa relation avec l'Europe.

Une fois encore, on peut ici constater que le lien de l'Amérique latine avec le modèle européen est complexe aussi bien dans ces années 1940-50 que par la suite, pour ce qui concerne ces rapports entre l'Argentine de Perón et l'Allemagne nazie avant et après la défaite du III^{ème} Reich. Ce cas nous éloigne alors « d'une vision de la relation de dépendance permanente de l'Amérique latine à l'égard de l'Europe », et nous révèle « l'impossibilité de réduire la problématique des modèles à celle d'une imitation passive » mais plutôt d'un « nouvel agencement de matériaux communs à toutes les

parties du même ensemble culturel » (Guerra 1998, p.14). Ainsi, en est-il également, des études portant par exemple sur le groupe de la *Tacuara* fondé par Julio Meinville (Gutman 2003), dont certains membres intégreront la direction des *Montoneros*, ou sur des personnages d'extrême droite comme José Lopez Rega, proche conseiller de Perón et d'Isabel (Cucchetti 2008), et fondateur en 1975 du groupe paramilitaire de la Triple A qui inaugure l'extermination des opposants par la pratique de la « disparition forcée », utilisée à grand échelle par la suite par la dictature militaire entre 1976 et 1982.

Mais la persistance dans l'Argentine d'aujourd'hui, d'un courant politique péroniste qu'il faut bien qualifier d'hégémonique (au sens gramscien du terme) empêche de faire de cet objet historique un objet « froid ». Les relations particulières des Perón avec les nazis restent en effet globalement un sujet tabou en Argentine, comme celui des liens complexes entretenus par le mouvement péroniste très composite dans son histoire, avec des groupes et des idéologies autoritaires et souvent antisémites. Les travaux scientifiques sur ces sujets restent rares et sujets à polémiques comme le souligne Holger Meding, auteur d'une thèse universitaire soutenue sur le sujet en 1991 à l'université de Cologne (Meding 2000, p.13). Ce sont alors surtout des journalistes d'investigation qui travaillent sur ces dossiers. On constate le même type de « prudence » de la part des universitaires à propos de l'utilisation de nombreux scientifiques allemands par les Etats-Unis après la guerre. Cette exfiltration d'anciens nazis dans un contexte de guerre froide constitue elle aussi un sujet délicat qui donne lieu à fort peu d'ouvrages consistants sauf de la part de certains journalistes d'investigation comme Eric Lichtblau (Lichtblau 2014). Cette similitude dans la volonté de faire silence sur ce type de compromission au nord comme au sud des Amériques, ne peut que confirmer l'hypothèse défendue selon laquelle l'Argentine de Perón aurait été une pièce maîtresse de l'accueil des anciens nazis en Amérique latine.

Bibliographie

Béarn, Georges, *La décade péroniste*. Edition Archives Gallimard-Julliard, Paris 1975

Blaschitz, Edith, « Austrian National Socialists in Argentina after 1945 », In Oliver Rathkolb, *Revisiting the National Socialist Legacy. Coming to Terms with Forced Labor, Expropriation, Compensation and Restitution*. Edition Studienverlag, Innsbruck 2002 (pp.226-240)

Camarasa, Jorge, *Le mystère Mengele. Sur les traces de l'Ange de la mort en Amérique latine*. Edition Robert Laffont, Paris 2009

Camarasa, Jorge, *Odessa al Sur. La Argentina como refugio de nazis y criminales de guerra*, Edition Aguilar 1995- Kindle Edition 2012

Caro, Isaac, « Movimiento neonazis y xenofobia en America latina », *Revue Somos Americanos*, Vol6, Santiago 2004 (pp.149-183)

Corrêa da Costa, Sergio, *Le nazisme en Amérique du sud. Chronique d'une guerre secrète 1930-1950*. Editions Ramsay, Paris 2007

Chapoutot, Johann, *La révolution culturelle nazie*. Edition Gallimard, Paris 2017

Compagnon, Oliver, *L'adieu à l'Europe. L'Amérique latine et la Grande guerre*. Edition Fayard, Paris 2013

Cucchetti, Humberto, « Redes sociales y retórica revolucionaria: una aproximación a la revista Las Bases (1971- 1975) », *Revue en ligne Nuevo Mundo Mundos nuevos*, 13 octobre 2008

<http://nuevomundo.revues.org/43252>

Fregosi, Renée, « Les troubles connivences de l'antisémitisme politique et du populisme » dans Sommerer, Erwan et Zaganiaris, Jean (coord), *L'obscurantisme. Formes anciennes et nouvelles d'une notion controversée*. Edition L'Harmattan, Paris 2010 (pp.171-190)

Garbely, Frank, *El viaje del arco iris. Los nazis, la banca suiza y la Argentina de Perón*. Editorial El Ateneo, Buenos Aires 2003, p.104 reprenant Martinez, Tomas Eloy, *Las memorias de General*, Edition Planeta, Buenos Aires 1996

Germani, Gino, « Antisemitismo ideológico y antisemitismo tradicional », Revue Comentario N°34, Buenos Aires 1966 (pp.55-63)

Goñi, Uki, *Perón y los Alemanes. La verdad sobre el espionaje nazi y los fugitivos del Reich*. Editorial Sudamericana, Buenos Aires 1998

Goñi, Uki, *The real ODESSA. How Perón brought the nazi war criminals to Argentina*. Edition Granda Books, Londres-New-York, 2003

Guerra, François-Xavier, Introduction à Lempérière, Annick, Lomné, Georges, Martinez, Frédéric et Roland, Denis (coord), *L'Amérique latine et les modèles européens*. Edition L'harmattan, Paris 1998

Gutman, Daniel, *Tacuara. Historia de la primera guerrilla urbana argentina*. Edition Vergara, Buenos Aires 2003

Halperin Donghi, Tulio, *La Argentina y la tormenta del mundo. Ideas e ideologías entre 1930 y 1945*. Siglo veintiuno editores Argentina, Buenos Aires 2003

Jackisch, Carlota, *El Nazismo y los refugiados alemanes en la Argentina, 1933-1945*. Edition Belgrano, Buenos Aires 1989

Kantorowicz, Hermann, « Dictatorships », Revue *Politica* N°4 vol.I.Cambridge août 1935 (pp.470-488)

Lerner, Natan, « Las raíces ideológicas del antisemitismo en la Argentina y el nacionalismo » dans Senkman, Leonardo, *El antisemitismo en la Argentina*. Edition Centro Editor de America latina, Buenos Aires 1986, Vol2 (pp.197-209)

Lichtblau, Eric, *The Nazis Next Door*. Edition Houghton Mifflin Harcourt, Boston/New York 2014

Martínez, Tomás Eloy, « Perón y los nazis », *El Periodista de Buenos Aires*, N°48-49 Août 1985

Mauss, Marcel, « Fascisme et bolchevisme. Réflexions sur la violence » dans *Ecrits politiques*. Edition Fayard, Paris 1997 (pp.509-513)

Meding, Holger, *La ruta de los nazis en tiempo de Perón*. Edition Emecé, Buenos Aires, 2000

Molinari, Aldo Luís, « Un hecho oscuro: la muerte de Juan Duarte » (pp.232-236) dans *Libro negro de la segunda tiranía*. Buenos Aires 1958, rapport de la Commission spéciale d'investigation sur le régime déchu de Perón, disponible en ligne : <https://ia902500.us.archive.org/22/items/LibroNegroDeLaSegundaTiranía/Libro-Negro-de-La-Segunda-Tiranía.pdf>

Ortiz, Dujovne, Alicia, *Eva Perón. Le monde des sans-chemises*. Edition Grasset, Paris 1997

Poblete, Maria et Ploquin Frédéric, *La colonie du docteur Schaefer. Une secte nazie au pays de Pinochet*. Edition Fayard, Paris 2004

Rapport, Mario et Musacchio Andrés, « El Banco Central de la República Argentina y el "oro nazi": certezas e-interrogantes sobre un mito histórico », Revue Ciclos, Année X, Vol.X, N°19, Buenos Aires 1^{er} semestre 2000

Rouquié, Alain, *L'Etat militaire en Amérique latine*. Edition du Seuil, Paris 1982

Rout, Leslie et Bratzel, John, *The Shadow war*. Edition Maryland, 1986

Saad, Rana « Discovery, development, and current applications of DNA identity testing », *Baylor University Medical Center Proceedings*, vol. 18, n° 2, 1^{er} avril 2005 (pp. 130-133)

Senkman, Leonardo, *El antisemitismo en la Argentina*. Edition Centro Editor de America latina, Buenos Aires 1986, Vol1

Steinacher, Gerald, « ¿Argentina, País de Huida de los Nacionalsocialistas? », in Alexander Litsauer et Barbara Litsauer, *Vecinos Perdidos: Emigración Judía desde el Danubio al Río de la Plata*, Editions Continente, Buenos Aires 2011 (pp. 237-258)

Zampolini, Livia, « Operazione ODESSA : la svastica e la croce. Complicità nella fuga dei criminali nazisti verso il santuario argentino », mémoire soutenu à la LUISS, Rome en 2013

Zawadzki, Paul, « Quatre hypothèses comparatives France-Pologne sur la violence antisémite au XXe siècle (Partie 2) », *Cultures & Conflits* N°09-10 printemps-été 1993 <https://conflits.revues.org/645>

Articles de presse

Shalom-magazine, « **A qui a profité le génocide allemand ?** » <http://www.shalom-magazine.com/Article.php?id=270105> Printemps 1997

La Nación, « **La pista del tesoro nazi en la Argentina** » - 01.12.1996 – quotidien argentin *La Nación*, <http://www.lanacion.com.ar/170310-la-pista-del-tesoro-nazi-en-la-argentina>

L'Express, « **Sur la piste des derniers nazis** » *L'Express* 9 avril 1998 http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/sur-la-piste-des-derniers-nazis_493214.html

Página 12, « **Cómo entró un nazi belga buscado por genocidio** » article de Sergio Kiernan, dans le numéro du 28 juillet 2003 du quotidien argentin *Página 12* <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-23296-2003-07-28.html>

Página 12, « **Para qué sirve la Ceana** » article de Sergio Kiernan, dans le numéro du 12 juin 2005 du quotidien argentin *Página 12* <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-52266-2005-06-12.html>

Film

La traque ([https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Traque_\(téléfilm\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Traque_(téléfilm))) rend très bien compte de l'importance de ces liens militants « Sur la piste des derniers nazis »